

EN MARCHÉ I

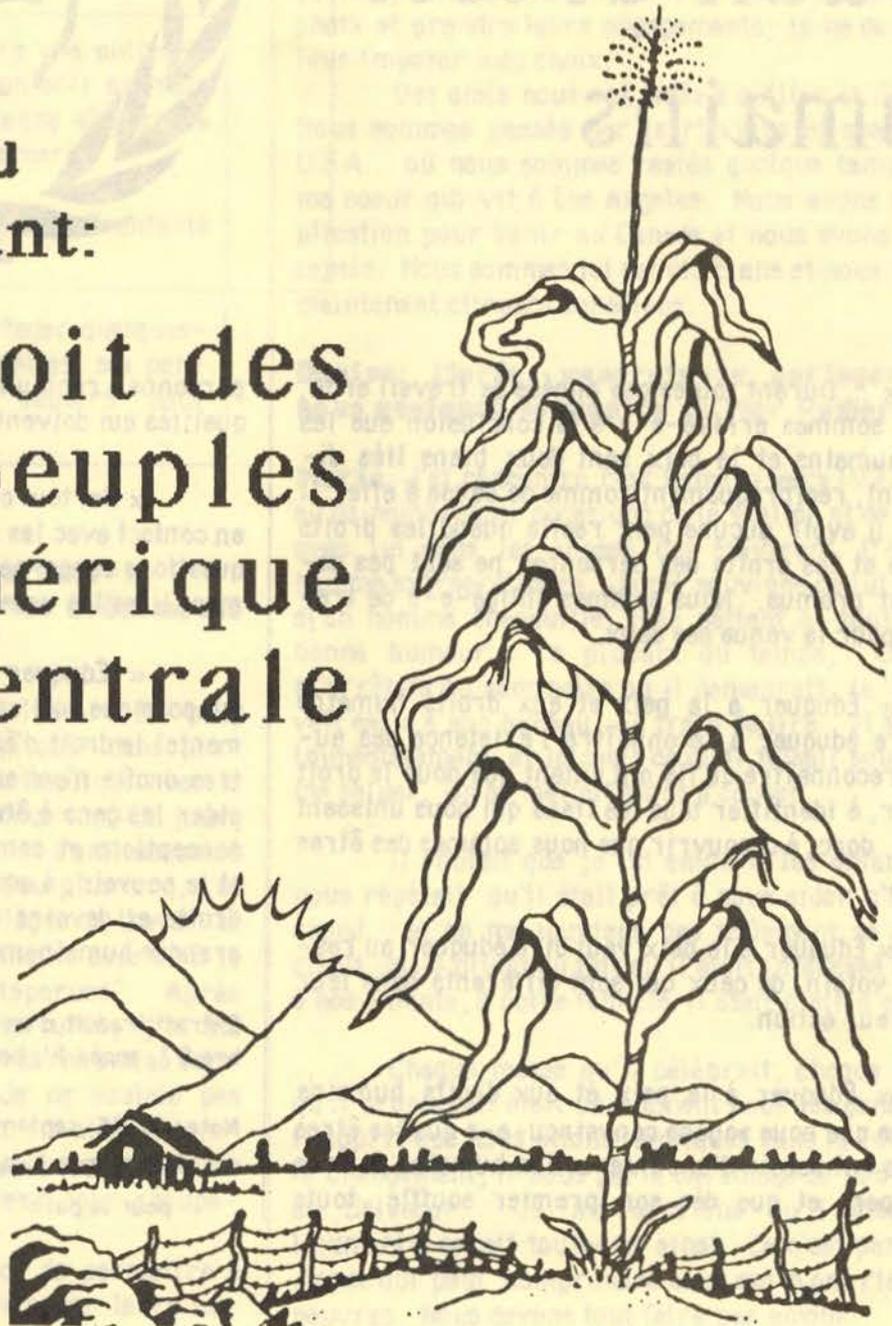
Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume IX, no 2, mai 1988

Le respect du
milieu ambiant:

Un droit des
peuples
d'Amérique
centrale



Le grand défi:

Éduquer à la paix et aux droits humains



« ... Durant toutes ces années de travail ardu, nous en sommes arrivé-e-s à la conclusion que les droits humains et la paix sont deux biens liés directement, réciproquement comme de cause à effet. Il ne peut y avoir aucune paix réelle quand les droits humains et les droits des personnes ne sont pas défendus et promus. Nous sommes obligé-e-s de travailler pour la venue des deux.

« Éduquer à la paix et aux droits humains veut dire éduquer à reconnaître l'existence des autres, à reconnaître qu'ils ont autant que nous le droit d'exister, à identifier tous les liens qui nous unissent à eux et, donc, à découvrir que nous sommes des êtres sociaux.

« Éduquer à la paix veut dire éduquer au respect du voisin, de ceux qui sont différents dans leur être et leur action.

« Éduquer à la paix et aux droits humains implique que nous soyons convaincu-e-s que les êtres humains ont besoin d'une interaction humaine pour se développer, et que dès son premier souffle, toute

personne a reçu une gamme complète d'aptitudes et de qualités qui doivent fleurir et donner des fruits.

« Partout où les êtres humains vivent et sont en contact avec les exigences de la vie en commun, les questions concernant la justice et la paix sont fortement liées les unes aux autres.

« Éduquer à la paix et aux droits humains suppose que soit au préalable reconnu comme fondamental le droit d'être une personne; sans lui les autres droits n'ont aucun sens. L'éducation à la paix va aider les gens à être des personnes; à dépasser leurs conceptions et comportements axés sur la propriété et le pouvoir; à adopter une conduite qui renforce ces droits et devoirs à travers lesquels chacun-e peut grandir humainement, valoir plus et avoir plus. □

Extrait traduit d'un éditorial du Serpaj newsletter, octobre 87, année IV, no 9

Note: le 16 septembre 1987, à Paris, SERPAJ-LATIN AMERICA recevait de l'UNESCO le prix "Éducation pour la paix".

Rencontre privilégiée

"Je ne voulais pas quitter mon pays"

par Denise Caron

J'ai eu l'occasion de faire une entrevue avec María (nom d'emprunt), un soir au mois de février. María est salvadorienne et parente éloignée de Mgr Oscar Arnulfo Romero.

Elle a 37 ans et est mère de 3 enfants âgés de 12, 16 et 17 ans.

Je lui ai demandé de partager quelques-unes de ses expériences personnelles, ses pensées, joies, souffrances et espoirs pour l'avenir.

Denise: María, peut-être pourrais-tu d'abord nous dire quels sont les événements qui t'ont emmenée au Canada?

María: J'étais enseignante au Salvador. En plus d'élever ma famille, j'étais impliquée dans plusieurs activités. Mon mari était impliqué avec le syndicat des travailleurs de la construction. Un jour, des hommes sont venus à la maison et l'ont assassiné pendant que j'étais au travail. Un peu plus tard, j'ai été arrêtée sur la rue avec une collègue de travail et emmenée. Durant un mois personne ne savait où je me trouvais. J'étais une des "disperues". Après avoir été horriblement battue et torturée, j'ai été relâchée, mais mon corps était en très mauvaise condition avec plusieurs os cassés. Je ne voulais pas quitter mon pays, mais mes amis m'ont aidée à comprendre qu'il était important pour moi et mes enfants de passer quelque temps à l'extérieur pour récupérer.

On m'a souligné l'importance de permettre à mes enfants d'apprendre et de développer leurs ca-

pacités, afin de pouvoir faire ensuite leurs propres choix et prendre leurs engagements; je ne devais pas leur imposer mes choix.

Des amis nous ont aidés à quitter le Salvador. Nous sommes passés par le Mexique et ensuite aux U.S.A., où nous sommes restés quelque temps avec ma soeur qui vit à Los Angeles. Nous avons fait application pour venir au Canada et nous avons été acceptés. Nous sommes ici depuis 5 ans et nous sommes maintenant citoyens canadiens.

Denise: María, voudrais-tu partager avec nous quelques souvenirs de Mgr Romero.

María: J'ai rencontré Mgr Romero vers 1973 et j'ai eu de nombreuses occasions de le visiter et de causer avec lui dans les années qui suivirent. C'était un homme extraordinaire. Je me souviens de lui comme d'un homme tranquille, très patient et toujours de bonne humeur. La plupart du temps, quand je m'arrêtais au séminaire où il demeurait, je le trouvais assis à son bureau, en train de lire. Il se levait immédiatement et laissait ce qu'il faisait pour venir me saluer. On se mettait alors à causer.

Il voulait que je lui emmène les enfants et il nous répétait qu'il était prêt à nous aider n'importe quand. Je ne me souviens pas tellement de ce qu'il disait, mais plutôt du fait qu'il était intéressé à nous, à nos enfants, à notre famille. Il était plein d'amour.

Chaque messe qu'il célébrait, chaque sermon qu'il prononçait était un événement pour les gens. Quand il apprit que nous étions impliqués dans la lutte pour le changement, il nous parla davantage de la situation au Salvador. Je me souviens qu'il disait que l'humanité serait toujours ainsi. Ce n'est pas tout le monde qui peut comprendre ceux qui n'ont rien - les pauvres. Nous devons tout faire par amour.

Je lui disais que je ne pouvais pas comprendre pourquoi il y avait autant de souffrances, pourquoi les personnes pouvaient être si cruelles. Il insistait sur le fait que chacun de nous doit libérer Jésus qui est en nous. Le soldat, le policier, l'oppressé gardent Jésus emprisonné, parce qu'ils sont menés par l'ambition, la vengeance, l'appât du gain, la haine. Pour tout le monde, pour chaque personne, il est important de tout faire par amour, de libérer Jésus qui est en nous. Travailler pour la libération doit aussi être un travail d'amour. Voilà quelques réflexions qu'il partageait avec nous.

Denise: Qu'est ce que tu as fait depuis que tu es à Montréal?

María: J'ai été impliquée dans plusieurs organisations et de nombreuses activités. J'ai fondé et dirigé une organisation Québec-Salvador et j'ai travaillé avec AMPES, l'une des organisations de femmes qui est maintenant intégrée avec les autres groupes de femmes salvadoriennes. Mais, c'était très difficile. J'ai dû mettre de côté mes implications pour trouver du travail. Nous sommes passées à travers de nombreuses difficultés; nous avons beaucoup souffert. J'étais en très mauvaise condition à cause des coups que l'on m'a donnés quand j'ai été arrêtée.

En plus des souffrances physiques, il y a les souffrances morales et, très souvent, c'est ce qui est le plus dur. J'ai perdu mon mari; je suis ici toute seule avec mes enfants. Vivre dans un pays étranger où tout est si différent: les gens, la nourriture, le climat, tout. C'est comme n'être nulle part. On ne vit pas vraiment ici, mais on n'est pas non plus au Salvador.

Que puis-je faire ici pour mon pays? J'en arrive à me demander si ceux et celles d'entre nous qui avons quitté notre pays ne serions pas des lâches? Ces questions je me les pose tout le temps. Je ne fais qu'attendre le jour où il sera possible de rentrer chez moi. La solitude est envahissante. Communiquer dans une autre langue est difficile et j'ai le sentiment d'être inutile quand mes amis luttent pour que la justice se réalise au Salvador.

Mais c'est aussi essayer d'élever trois enfants. Je veux qu'ils apprennent tout ce qu'ils peuvent. J'espère aussi qu'ils n'oublieront pas leur pays et qu'un jour ils pourront faire quelque chose, pas nécessairement pour le Salvador, mais pour l'Amérique Latine.

María et moi avons parlé de bien d'autres choses ce soir-là, mais impossible de tout écrire cette fois-ci.

J'ai remercié María pour le temps qu'elle venait de m'accorder et au moment du départ, María m'a donné un petit napperon et une pièce d'artisanat portant le mot PAIX. En retournant chez moi, je me suis mise à réfléchir à cette rencontre privilégiée.

Depuis 1973, j'ai eu de nombreuses occasions de rencontrer et travailler avec des immigrant-e-s et des réfugié-e-s. J'ai beaucoup appris et beaucoup reçu. Je suis encore touchée par chaque nouvelle rencontre. C'est une invitation à aller vers l'autre, découvrir l'étranger au milieu de nous et, comme Mgr Romero l'a dit, "aimer", apprendre à connaître, à comprendre, à appuyer, à travailler avec d'autres pour la JUSTICE ET LA PAIX. □



Villa El Salvador, Pérou:

"De son site désertique, il fera une ville auto-gestionnée" Isaie 51,3

Par Marilyn Hébert

L'article qui suit livre mes impressions après une brève visite à Villa El Salvador (V.E.S. dans l'article). Il contient aussi des informations recueillies auprès d'une péruvienne bien informée et d'un employé de la mairie de V.E.S., de même que des références à la revue "Páginas" et à des publications de V.E.S.

GLOSSAIRE des mots employés en espagnol:

comedores: réfectoire populaire pour enfants

manzana: unité de division du terrain

pobladores: résidents d'un bidonville

vase de leche: un programme gouvernemental de distribution quotidienne de lait aux jeunes de 0 à 14 ans.

pueblo joven: littéralement 'jeune village' mais en termes économiques - un bidonville. Il y a quelques 962 pueblos jóvenes à Lima, une ville dont la population dépasse 6 millions d'habitants. Les pobladores viennent de la campagne dans l'espoir d'échapper à la pauvreté ou parfois à la violence des conflits entre les forces gouvernementales et des groupes comme Sendero Luminoso. Il arrive que le surpeuplement inhumain d'un pueblo joven entraîne la formation d'un nouveau pueblo joven sur d'autres terrains. Même après plusieurs années d'existence, il n'y a souvent ni eau, ni électricité, ni égouts. L'histoire de V.E.S. est d'autant plus frappante!

Un peuple à visiter

Si vous allez au Pérou, planifiez une visite à Villa El Salvador! Je vous assure que vous ne le regretterez pas. Vous la quitterez au contraire avec le coeur en fête, avec la tête pleine d'images d'un peuple fier de se mettre de plus en plus debout, et avec l'espérance d'un monde meilleur.

Si vous êtes comme moi, le fait de côtoyer la misère, l'oppression, des problèmes qui semblent sans solution, devient à un moment donné insupportable. Le fait d'imaginer comment doit se sentir le peuple qui ne côtoie pas une telle situation mais qui le vit, ou plutôt qui lui survit, m'écrase encore plus. C'était mes sentiments au Pérou jusqu'à ma visite à V.E.S. Les conséquences de l'oppression et d'une économie en miettes sont évidentes à Villa, mais il y a des arbres qui poussent en plein désert, un vent qui souffle, et un peuple qui marche la tête haute.

Lisez un peu leur histoire qui est celle d'une pratique de solidarité, une histoire avec ses hauts et ses bas, ses échecs et ses réussites mais surtout une pratique qui avance et qui peut nous faire avancer.

Des réalisations à faire rêver

La naissance de V.E.S. n'a pas échappé à la souffrance de toute naissance véritable. Le sang a coulé, avec une victime de la force policière. Et l'enfant pauvre, démuné, nu, était renvoyé du lieu de sa naissance pour grandir sans eau, sans électricité, sans routes, sans écoles, sans services de santé, dans une terre hostile.

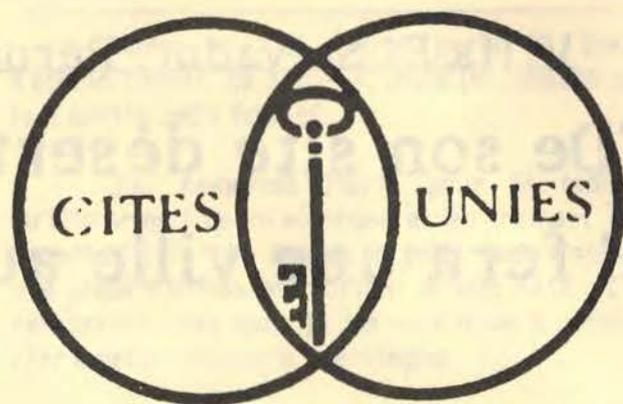
L'enfant a aujourd'hui presque 17 ans. Il reste toujours sur cette terre désertique. Mais il y a de l'eau et de l'électricité; de belles routes continuent

d'être construites; il y a 34 centres d'éducation dont seulement 2 construits par l'État - et 4 centres de santé. En lien avec ces centres, il y a des promoteurs/trices de santé et des éducateurs/trices de santé élu-e)s par des associations populaires de quartier. Il y a un centre de communication populaire qui publie dès le début dans des bulletins communautaires et fait des émissions de radio. Il y a le début d'un parc industriel et de nombreux services collectifs. Il y a des inspecteurs populaires élus par le peuple pour aider à faire respecter l'ordre public et contrôler la délinquance. "Une fois que ces problèmes de délinquance seront éliminés, la police n'aura plus raison d'arrêter nos jeunes, de les accuser injustement d'être 'des terroristes' et de les emprisonner," disent des pobladores. Il y a pour les jeunes et les moins jeunes un complexe sportif, un théâtre, des olympiades annuelles, des camps internationaux et tant d'autres choses. Dans un district où le revenu d'une famille de 5 membres est de 70 \$ par mois et où 21% de la population gagne 30 \$ par mois, comment font-ils pour réaliser tous ces beaux projets?

Un exode de style biblique

En 1971, le Général Juan Velasco Alvarado était président de la République. Il n'était pas un chef militaire conventionnel. Malgré les cris d'alarme de l'oligarchie (10% son propriétaire de 93% de la terre), il a annoncé une série de réformes dont une réforme agraire. Pour la première fois dans l'histoire du Pérou, les marginalisé-e-s de la société étaient invité-e-s à transformer le pays en déployant leur créativité en pensant à des solutions originales. Velasco annonça une conférence internationale à Lima sur le développement et promit du support pour des actions locales dans une ligne de développement. Il parla même d'un projet pilote d'autogestion.

Dans ce contexte, à la fin d'avril - début de mai '71, quelques 350 familles, incluant plusieurs membres du monde syndical et des communautés ecclésiastiques de bases, envahissent un terrain public au sud de Lima, dans la zone de Pamplona Alta, et plantent des drapeaux nationaux sur leurs huttes - le début de leur projet d'une ville autogérée. Malheureusement les discours politiques et la pratique ne s'accordaient plus. La police tente de renvoyer ce peuple courageux. Les médias en parlent et en peu de temps ils sont 2 500 familles - plusieurs installées sur une propriété privée à côté du terrain appartenant à l'État. Plus violente que la première fois, la police tente encore de les déplacer. Une personne est



tuée, une cinquantaine blessées (y compris du côté des policiers) et plusieurs furent arrêtées. Parmi ces dernières, des représentants du Conseil paroissial de Ciudad de Dios - une banlieue de Lima - proche des terrains envahis, venus à la défense des pobladores. Au moment où Mgr Bambarén - l'évêque des pueblos jóvenes - dénonce publiquement l'action du gouvernement pendant une messe célébrée le 10 mai sur les lieux de 'l'invasion', il est arrêté lui aussi. Les médias en parlent, et 7 000 autres familles arrivent sur les lieux. Naturellement, le lieu ne suffit plus. Ces familles construisent alors leur petite maison de paille sur un terrain appartenant à la Compagnie de Jésus. Les médias publient des lettres d'appui à l'action de Mgr Bambarén. La provenance de ces lettres : l'Archevêque de Lima, des prêtres de Callao, la Conférence des religieux/ses du Pérou, l'Action catholique, différents départements de l'Université catholique du Pérou et beaucoup d'autres groupes. L'une de ces lettres - signée par des Pères Jésuites - disait : "La vie humaine vaut plus que notre droit à ce terrain." Le gouvernement fut fortement embarrassé par ces événements. Le 13 mai, le gouvernement annonce la possibilité pour le peuple de s'installer sur un terrain alternatif, un terrain désertique à 30Km du centre-ville de Lima, avec de la place pour 40 000 familles. Le lendemain, les familles déménagent. Quel exode ce dut être!

Seize ans plus tard, ils sont 300 000 dont 70% ont moins de 25 ans. En '84, le maire de Lima - Alfonso Barrantes Lingán - signe une résolution reconnaissant la division et l'utilisation des terres : 3 141 hectares de la 'Tablada de Lurín', selon le plan global de développement de Y.E.S.

Des voisin-e-s à connaître

Au fil des ans, les pobladores de Y.E.S. partagent la même expérience de lutte. Ils font face aux

mêmes problèmes, ils apprennent à se respecter, à se faire confiance, à développer une pratique de solidarité. Même les nouveaux arrivants sont intégrés à ce processus. Ils construisent leurs petites huttes sur les côtes sablonneuses à l'entrée de la ville et ils vivent un certain temps sans eau, ni électricité, ni routes jusqu'à la formation d'une autre manzana.

Il est important pour le peuple de Y.E.S. de garder vivante la mémoire de son histoire. Chaque année, l'anniversaire de Villa est célébré avec beaucoup de festivités. Le groupe théâtral a aussi créé une pièce de théâtre sur l'histoire. En fait, un des objectifs du Centre de communication dont le théâtre fait partie est précisément de favoriser une sorte de "je me souviens." Et ce souvenir est reçu comme "bonne nouvelle" - le nom donné à la station de radio de Y.E.S.

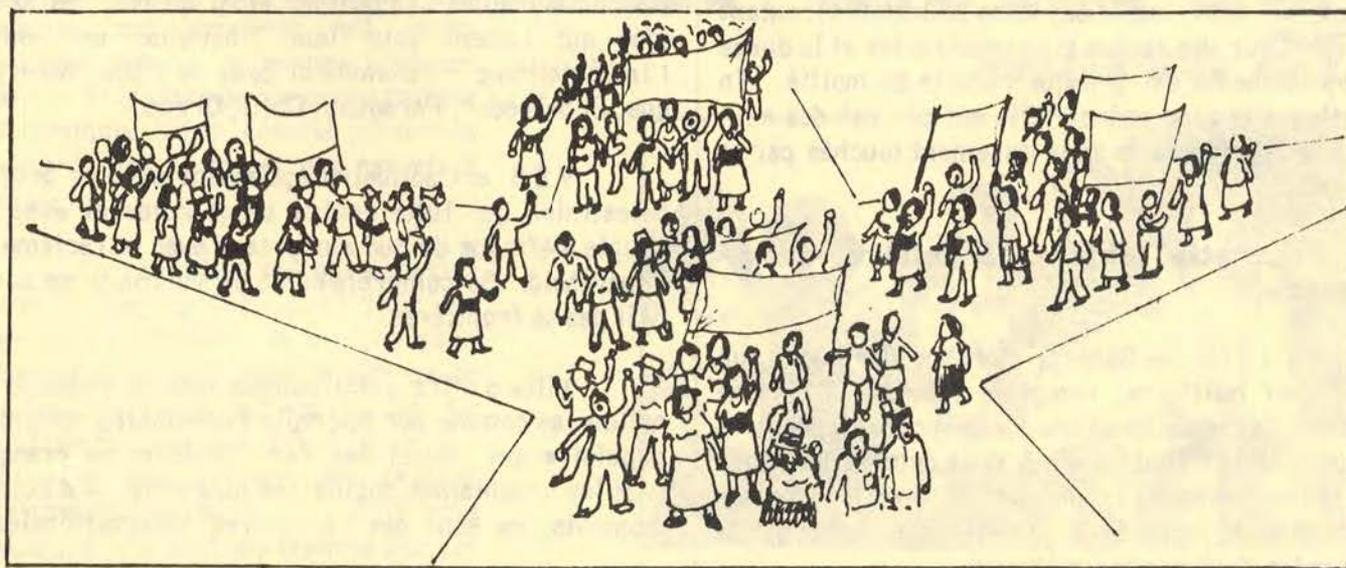
De cette expérience émerge une conscience populaire, une identité populaire comme peuple de Y.E.S. Ils ont choisi d'être connus et de se reconnaître comme "vecino/a" (voisin-e). Pour eux, ce terme englobe d'autres termes comme *compañero/a* (compagnon/compagne), *amigo/a* (ami-e) et *hermano/a* (frère/soeur). Les relations humaines à Villa comptent pour beaucoup : les relations de bon voisinage sont une valeur traditionnelle dans la culture ancestrale. Et la bible leur parle de qui est leur voisin-e.

Mais comment vivre un esprit de voisinage dans un district de 300 000 personnes? Comment vivre un projet d'autogestion en étant si nombreux? La clef : l'organisation.

Un sens de l'organisation à envier

En arrivant sur leur terre désertique, le peuple se divise en manzanas de 24 familles. Chaque manzana élit des chefs pour voir à différents aspects de la vie : éducation, santé, production, sécurité etc. Un groupe résidentiel est formé de 16 manzanas avec une "junta" (directive) de 8 à 10 chefs. Un secteur est par la suite formé de 20 à 25 groupes résidentiels. En '73, deux ans après la naissance de Y.E.S., tous les pobladores étaient invités à un congrès sur place. De cette rencontre soigneusement préparée est sortie une structure de l'organisation territoriale - la C.U.A.Y.E.S. (Comunidad Urbana Autogestionaria de Villa El Salvador). Chaque secteur y élit ses représentants parmi ses chefs et aussi parmi les membres des organismes populaires et de pastorale présents au secteur. Il existe actuellement au moins 108 groupes résidentiels et 4 secteurs à Y.E.S. L'autogestion de la Villa inclut maintenant la représentation des petites entreprises au conseil municipal et dans les assemblées décisionnelles. Le pouvoir appartient au peuple.

Le premier projet de C.U.A.Y.E.S. : une campagne de plantation d'arbres. Avec le slogan "un arbre par maison", et en faisant appel à la solidarité nationale et internationale, les voisin-e-s plantent les arbres reçus. Les pauvres arbres succombent à la sécheresse et au sable du désert. D'autres arbres sont plantés. Les voisin-e-s les arrosent. Ces arbres meurent à leur tour. On recommence et cette fois, ça y est! Ils offrent aujourd'hui au peuple qui marche dans le désert, leur ombrage, leur beauté et





leur symbole de solidarité et de lutte.

Les priorités pour les pobladores : l'eau, l'électricité, les égouts, le transport et les écoles. Pendant trois ans, ce peuple - en majorité des femmes - mène une lutte qui culmine dans une marche de 30 000 voisin-e-s jusqu'au centre-ville de Lima. Des brigades de travail construisent entre-temps des égouts ainsi que le premier centre éducatif pour 617 élèves. Miguel Azcueta - maire actuel de V.E.S. - se retrouve parmi les 22 professeurs bénévoles qui répondent à l'appel. Il est intéressant de noter que l'analphabétisme ne s'élève aujourd'hui qu'à seulement 4,8% - fait extraordinaire pour un pueblo joven. Au début, les hommes voyageaient cinq heures par jour pour aller travailler à Lima. Il n'y avait pas de routes à Villa. Aujourd'hui des autobus publics, des mini-bus et des taxis collectifs circulent facilement sur des routes bien construites et la durée des déplacements est presque réduite de moitié. En plus, il y a la zone industrielle qui promet des emplois à des résidents de Villa durement touchés par le chômage.

Une démocratie toujours à refaire, à restructurer

En 1975, le Général Morales Bermúdez, un "vrai" chef militaire, remplace Velasco. Cinq ans plus tard, Fernando Belaúnde, de centre droit, devient président de la République. A Villa comme dans tous les pueblos jóvenes, la malnutrition et le chômage atteignent toujours 50%. La vie était plus difficile et le projet d'autogestion piétinait.

En 1981, avec une population d'environ 200 000 habitants, V.E.S. devient officiellement 'district.' Le premier maire - ancien professeur d'école - est élu et le C.U.A.V.E.S. est réorganisé avec des buts plus précis : la construction de la paix et la justice sociale comme bases de l'organisation. Le maire Miguel Azcueta lance l'idée d'un authentique plan global de développement qui devrait être assumé par l'ensemble de la population. V.E.S. est divisée en quatre zones : une zone urbaine avec des programmes de santé, d'éducation, de culture etc... , une zone industrielle avec la planification d'un parc industriel et de développement d'ateliers de travail, une zone agricole et une zone de plages et de loisirs. Le budget de Villa est également maigre. Tout en luttant pour un partage plus égalitaire du budget national, on fait alors appel à la solidarité internationale.

Une solidarité internationale à encourager

Le bulletin d'information mensuel de V.E.S. précise qui appuie quel projet et à quel coût. A titre d'exemple : la Suisse - un poste médical; la France - des camions; l'Angleterre - un complexe sportif et un complexe sur les plages publiques; l'UNICEF - 30 centres éducatifs, quelques centres de santé, le centre de communication et des kiosques pour la vente de produits d'artisanat avant Noël; Cuba - des livres pour les bibliothèques populaires et l'aide de deux techniciens en sports pour trois mois; le Club 2/3 - un centre d'alimentation; Développement et Paix - le centre communautaire et plusieurs projets gérés par des femmes.

Pour sa part, V.E.S. exprime souvent sa solidarité avec tous les pueblos jóvenes, les syndicats, les communautés campesinas ainsi qu'avec les peuples qui luttent pour leur libération ou contre l'impérialisme - notamment ceux de Cuba, Nicaragua, El Salvador, Paraguay, Chili, Grenade.

V.E.S. est solidaire également avec le peuple palestinien qui lutte contre un génocide et avec le peuple d'Afrique du Sud aux prises avec le racisme et l'apartheid. Sa compréhension de voisinage ne connaît pas de frontières!

Villa s'offre aussi comme lieu de rencontres nationales comme par exemple l'Assemblée nationale populaire qui réunit des représentants de presque tous les organismes populaires du Pérou. A d'autres moments, ce sont des rencontres internationales :

l'assemblée mondiale des villes jumelées. Villa est jumelée avec Mérignac en France, Santa Coloma de Gramenet en Espagne et Tübingen en Allemagne fédérale. Avec les deux premières mentionnées, Villa organise des camps d'échange de jeunes. Quant aux voyages du maire Azcueta (venu à Montréal l'an dernier) on peut lire dans le bulletin municipal de 1984 les objectifs poursuivis :

- Faire connaître la réalité du peuple.
- Établir des liens d'amitié.
- Rechercher un appui de solidarité économique avec des groupes de base.

Le patriarcat: difficile à éliminer

Dans une de ses lettres au peuple, le maire Azcueta écrit : "Notre objectif est de construire une alternative pour le Pérou et pour le monde, une société sans exploitation, sans violence sociale, sans faim et sans misère, où l'on puisse vivre toujours en paix, avec des relations de justice sociale, économique et culturelle." Il est vrai que V.E.S. a beaucoup à nous apprendre sur une authentique vie démocratique. Néanmoins, le modèle d'organisation sociale reste un modèle hiérarchique qui laisse peu de place aux femmes.

Même si elles se sont beaucoup engagées dans le développement de V.E.S., aucune d'entre elles ne se retrouve parmi les "chefs" élus des manzanas, ni des régions, ni... etc. Elles ont toutefois une voix au Conseil municipal grâce au droit de représentation des organisations populaires comme la Fédération populaire des femmes de V.E.S. (FEPOMUYES). Les femmes ont pourtant fait leurs preuves comme personnes engagées dans le processus de vie démocratique et communautaire, comme personnes responsables de mener des projets à terme.

Ce sont elles qui ont organisé deux campagnes (réussies) pour des services essentiels : la marche pour l'eau et la marche pour la défense de la distribution de lait aux jeunes. Ce sont des femmes qui gèrent les comedores et qui ouvrent des centres d'alimentation dans les différents secteurs. Ce sont des femmes qui ont

suggéré et réalisé certains gestes de solidarité et de conscientisation. Par exemple, elles ont fait parvenir à un pueblo joven en détresse les rations de lait d'une journée, avec le consentement des enfants de Villa, étant conscientes que leurs propres enfants souffrent de malnutrition. Ce sont des femmes qui ont publiquement dénoncé comme génocide le massacre dans les prisons en 1985. Ce sont elles qui ont participé massivement à la chaîne humaine formée d'un bout de V.E.S. à l'autre pendant l'année internationale de la paix. Dans leur bulletin mensuel et dans leur émission hebdomadaire de radio, elles sensibilisent les autres femmes à leurs droits, surtout face à l'exploitation dont elles sont victimes dans le programme gouvernemental de travail pour le salaire minimum (PAIT). Grâce à elles, il y a à V.E.S. un service d'aide juridique pour les familles aux prises avec des problèmes de délinquance et d'arrestation de jeunes. Ce sont des femmes qui en 1974, ont pris conscience de la nécessité du développement culturel pour encourager la culture populaire. C'est FEPOMUYES qui favorise la création d'ateliers de travail (balais, confitures, souliers, tissage etc...) et qui les consolide pour donner à plus de femmes un accès à l'emploi.

BOLETIN

de
la

FEPOMUYES

marzo 87



C'est un fait que les activités et les revendications des femmes de Villa sont dans une lignée de préoccupations féminines traditionnelles : foyer, famille, nourriture, culture etc... Mais il y a des acquis importants, bien exprimés par Gina Vargas dans son article sur le mouvement féministe au Pérou :

"En sortant ainsi de l'isolement de leur cuisine, elles sont confrontées aux limites de la structure familiale, à la marginalisation à laquelle les hommes les confinent... La conscience féministe peut se développer dans des situations que nous n'avions pas prévues. Là où il y a des femmes existe le germe de la lutte contre leur oppression." (Vargas, p. 74)

Les femmes de Villa sont conscientes qu'elles sont absentes de certains domaines importants. Dans l'évaluation de l'année 1985-86, FEPOMUYES exprime le regret que les femmes ne participent pas à la Commission des droits humains de Villa. Elle déplore aussi le manque de formation pour bien les préparer pour leurs responsabilités sociales.

La "construction d'une alternative pour le Pérou et pour le monde" dont parle Miguel Azcueta impliquera-t-elle un jour un changement radical de la réalité sociale afin d'inclure des femmes à part entière dans un nouveau type de relations libérées de l'oppression patriarcale?

La fierté d'être voisin-e

"Lo normal es que fe y compromiso vayan juntos." (Il est normal que la foi et l'engagement aillent de pair). Témoignage - voir "Páginas", Octobre '85.

Depuis les origines de V.E.S., les chrétiens se sont engagé-e-s avec une vision d'une société alternative, avec une pratique de justice sociale et de solidarité avec tous les opprimé-e-s. À travers l'histoire de Villa, les chrétiens, membres de communauté de base ou des paroisses de Villa, se sont donné une pratique libératrice. Et la parabole du "bon voisin" les invite aussi à une pratique de solidarité.

Un des événements qui a beaucoup valorisé les voisin-e-s de V.E.S. fut la visite du Pape Jean-Paul II - le 2 février 1985. Près de deux millions de personnes des pueblos jóvenes de Lima et des autres villes du Pérou sont venues. À cette occasion, un voisin - Víctor Chero - accompagné de sa femme Irène, parla des conditions de vie entre humains dans les

pueblos jóvenes. Quand par la suite, le pape cria: "Faim de Dieu - oui! faim de pain - non!", le peuple se reconnut dans ses paroles. Et quand le maire Azcueta nomma le pape "voisin d'honneur de V.E.S." ce fut une grande fête populaire - une fête de joie et d'espérance.

Entre 1983 et 1985 il y eut en tout sept mobilisations de masse: trois sessions du conseil municipal ouvertes à toute la population - deux marches (Vaso de leche et La paix) - une rencontre populaire (de tous les organismes populaires du Pérou) et la visite du pape. Le peuple marche conscient de sa dignité.

Un message pour le monde

"Certains jours nous nous sentons aussi importants que Lima." Cet homme qui travaille à l'Hôtel de ville de Villa parlait des visites faites chez eux par des présidents de pays, des ambassadeurs et d'autres personnalités du monde entier. Le bulletin de V.E.S. mentionne le passage récent de l'ambassadeur du Canada, du président de l'ACDI, d'un délégué de la Chine et un autre de Hollande.

En juillet 1987, le roi et le peuple d'Espagne ont accordé à Villa le "Prix de la ville d'Asturias pour la paix et la liberté". Ce prix a été reçu au nom des pobladores par le secrétaire général de la CUAYES, Roel Barranzuela, la présidente de FEPOMUYES, María Elea Morjano et le maire Miguel Azcueta, en présence de leur compatriote Xavier Pérez de Cuelar, secrétaire général des Nations-Unies. Quelques mois plus tard, en septembre 1987, l'Assemblée générale des Nations-Unies a proclamé V.E.S. 'Messagère de la paix', "à cause de sa contribution importante aux programmes et objectifs de l'Année internationale de la paix." Depuis cette date, tous les documents officiels de la municipalité et d'une vingtaine d'autres groupes désignés de Villa portent comme en-tête : CIUDAD MENSAJERA DE LA PAZ (Ville messagère de la paix).

À l'extérieur du centre civique - un drapeau blanc - rappel de ceux qui flottaient devant la porte de chacune des maisons de V.E.S. durant l'Année internationale de la paix. À côté - une bannière portant le message le plus important que V.E.S. a à nous livrer : "Sin justicia no hay paz!" Pas de paix sans justice!

Oui "on y entendra des cris d'enthousiasme et de joie, dans l'action de grâce au son de la musique." ls. 51,3b

● Suggestion de lecture : Isaïe 49, 8-15

"C'est la foi qui m'a conduit à la politique"

Ruben Zamora

Ruben Zamora, vice-président du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) est salvadorien, politicien engagé et croyant. Nous reproduisons ci-après ce qu'il a dit de sa foi lors d'une interview qu'il a accordée le 1er décembre 1987.

- Vous avez reçu votre formation intellectuelle et religieuse à l'époque de Vatican II et de Medellín. Croyez-vous que votre foi religieuse a été en partie la raison de votre engagement en politique?

- Sûrement. Ma motivation la plus forte pour entrer et demeurer en politique est ma foi. Je viens d'une famille profondément chrétienne et pratiquante. J'ai découvert la politique à travers des activités en relation avec des tâches religieuses. L'action catholique a été pour moi une expérience décisive. Nos activités étaient motivées par l'engagement et au Salvador, facilement et rapidement on passe de l'engagement à la politique. Néanmoins, je crois que personnellement la motivation la plus importante qui m'amène à me consacrer à la politique, c'est que je suis croyant.

Mais c'est très difficile de préciser cette démarche; je ne sais plus très bien quand cela a vraiment commencé. En premier lieu, j'ai fréquenté un séminaire très traditionnel. J'ai laissé le séminaire à 19 ans, mais je suis resté très proche de l'Église et dans ma paroisse le curé a commencé quelques coopératives. Si les paysans parvenaient à s'unir, ce serait plus facile pour eux d'acheter des engrais et des outils à des prix moins élevés. Ce fut mon premier véritable contact avec les paysans.

J'ai commencé avec l'idée qu'un catholique doit donner quelque chose aux gens, surtout aux pauvres. L'attitude était alors paternaliste. Mais la Garde nationale a commencé à voir ces efforts comme une tentative communiste d'organiser les paysans. Au début, j'étais très conciliant et j'essayais de convaincre la Garde nationale que nous n'étions pas des communistes mais des catholiques.

Nous sommes allés jusqu'à dire: "Écoutez, c'est la meilleure façon de lutter contre le communisme." Je ne disais pas cela comme tactique; au contraire, c'était bien ce que je pensais à ce moment-là. J'étais très anti-communiste. Mais la Garde nationale ne comprenait rien et elle a continué à essayer de détruire les coopératives. Et c'est de cette façon que j'ai commencé à découvrir la politique, à découvrir que derrière nos efforts humanitaires, il y avait un problème de pouvoirs politiques. Nous touchions du doigt à la structure du pouvoir qui existait au Salvador depuis tant d'années.

Je me suis inscrit à un parti politique qui, bien sûr, n'était pas le parti politique officiel; c'était le parti de l'opposition, le parti démocrate-chrétien. Je voyais cela comme une façon d'attirer l'attention sur la manière d'agir de la Garde nationale face aux paysans et de protester contre cette réalité. Une fois que tu es membre d'un parti politique, tu commences alors à mener d'autres actions politiques.

Plus tard, surtout quand j'ai quitté le pays et que je suis allé étudier en Europe, j'ai commencé à avoir une compréhension plus intellectuelle de la société, une façon plus scientifique d'aborder le problème. Mais j'ai toujours été très heureux d'avoir découvert la politique d'abord à partir d'une expérience personnelle avant d'en faire une expérience intellectuelle.

- En parlant de l'aspect intellectuel de votre démarche, est-ce que Medellín a été un document qui vous a ouvert les yeux?

- Medellín a été une des choses les plus impressionnantes qui se soit passée dans l'Église. Pour nous, pour les gens de la base, ce fut plus impressionnant que Vatican II. On ne peut imaginer Medellín sans le Concile mais ce dernier, c'est quelque chose qui s'est déroulé en Europe et que nous n'avons pas très bien compris. Au contraire, Medellín a été un événement très important qui nous a frappés directement.

Tout de suite après Medellín, nous avons commencé à organiser à la paroisse des réunions avec les paysans, des réunions avec les gens de la place pour étudier ce que disait Medellín. Parfois nos efforts ont même été comiques. Le 1er mai, par exemple, c'était la tradition qu'il y ait une manifestation, mais seulement pour les gens de la gauche. Mais selon l'enseignement de Medellín, il fallait être avec le peuple. C'est ainsi que quelqu'un a eu l'idée d'organiser une procession en l'honneur de saint-Joseph, étant donné que ce saint fut un charpentier, donc un ouvrier.

Je me souviens que nous avons fait une procession autour du village avec l'image de saint-Joseph et une sorte de banderolle où étaient inscrites les demandes des gens. C'était une prise de conscience au Salvador; le massacre de 1932 fut tellement horrible que les gens sont totalement réfractaires à tout ce qui s'appelle politique. Avec la nouvelle théologie, avec Medellín et d'autres choses, le mur d'opposition commençait à s'effriter. Les gens commençaient à voir qu'ils pouvaient avancer vers des positions politiques, sans abandonner leurs croyances religieuses.

- Vous avez dit qu'au début, votre façon d'envisager les coopératives pour améliorer la situation des paysans, était paternaliste. Diriez-vous que vous en êtes par la suite arrivé à une nouvelle compréhension du développement et de la libération, une nouvelle compréhension de votre foi, reliée maintenant à votre travail politique?

- Oui, c'est pour cette raison que je dis que l'action catholique fut très importante. J'y ai reçu une formation théologique et religieuse qui m'a permis de faire mon travail politique. Je pense que si je n'avais eu que mon engagement politique, aujourd'hui, je serais athée. Je verrais trop de contradictions avec l'enseignement théologique traditionnel et la forma-

tion religieuse paroissiale.

Mais dans la mesure où j'ai pu unifier l'activité politique et une vision religieuse plus profonde et plus proche de la réalité, il n'y a pas eu de problème. Bien sûr, il y en a d'autres qui ont perdu la foi, mais dans mon cas la formation dont j'ai parlé m'a beaucoup aidé.

- Certains affirment que plusieurs chrétiens suivent la trajectoire suivante : ils commencent par être catéchètes ou délégués de la Parole, puis ils passent à l'organisation populaire et, finalement, comme aboutissement de leur foi, ils finissent par appartenir à un groupe militaire. Avez-vous pu vérifier cette trajectoire?

- J'ai vu plusieurs de ces cas. J'ai gardé contact avec les gens avec qui j'ai commencé les coopératives. J'en ai vu plusieurs passer du travail humanitaire au travail politique - par exemple s'inscrire au Parti démocrate-chrétien puis participer aux élections. Plus tard, remplis de colère par la répression et les élections frauduleuses, ils ont perdu confiance dans le processus électoral et se sont radicalisés.

Parfois je me sentais moi-même divisé et je me disais : "Très bien, maintenant je suis professeur d'université ; alors je vais rester au Parti démocrate-chrétien. Les autres - les paysans qui souffrent plus que moi - prennent d'autres options." Finalement mes anciens compagnons se sont enrôlés dans des organisations de gauche et je suppose que présentement quelques-uns d'entre eux sont membres de la guérilla. Tout ceci fut un processus dynamique.

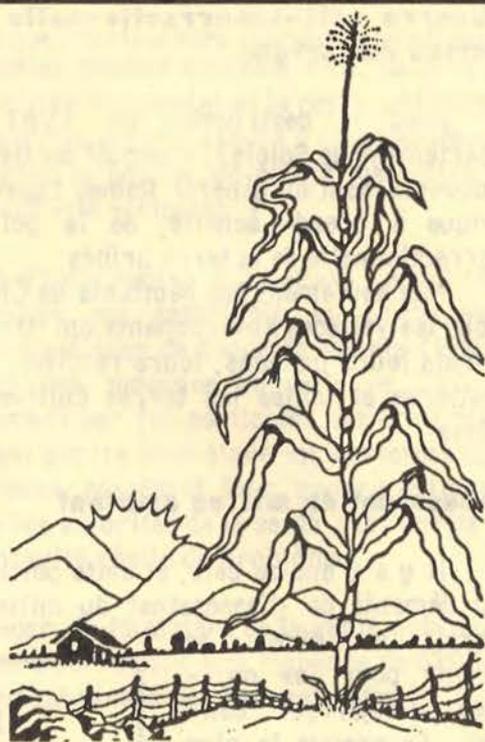
Durant quelque temps il y a eu beaucoup de tirailllements à l'intérieur de l'Église à ce sujet. Les options politiques ont commencé à se polariser à l'intérieur du mouvement catholique progressiste. Parfois cela me créait des conflits : "Si tu prends cette décision es-tu plus authentique ?" Quand je pense à cette époque-là, je pense que nous faisons erreur en ne séparant pas suffisamment l'engagement religieux de l'option politique.

C'est un pas qu'il faut franchir une bonne fois. Si tu politises tout, tu détruis ta foi. La tentation de mettre ta foi au service de la politique est grande. Dans ce temps-là c'était difficile pour nous de tracer la frontière entre l'engagement religieux et l'option politique. Maintenant peut-être avons-nous une attitude plus adulte. □

Tiré de "Lettre aux Églises" - No 156

"Un droit des peuples"
d'Amérique Centrale:

La protection du milieu ambient



Rapport de la Commission pour la défense des Droits Humains en Amérique Centrale à la réunion du Parlement européen et du Parlement latino-américain, à Lisbonne, du 21 au 25 juin 1987.

En ces moments cruciaux que vit l'Amérique centrale, alors que les organismes humanitaires luttent courageusement afin que les gouvernements de ces régions respectent les droits humains fondamentaux: la vie, la liberté, l'intégrité physique et psychologique et la sécurité des personnes, il peut paraître tout à fait secondaire de mettre en relief la préoccupation des gens d'Amérique centrale pour le droit à la conservation de leur milieu ambient.

Il existe néanmoins un lien important entre ces deux situations. L'extrême pollution produite par les pesticides hautement toxiques constitue - depuis de nombreuses années - une violation du droit à la vie et à la santé des travailleurs agricoles. La destruction délibérée du milieu ambient (écocide) et l'utilisation de produits chimiques contre la population civile - armes efficaces de la politique anti-insurrectionnelle de certains gouvernements d'Amérique centrale - constituent une violation

massive et répétée du droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sécurité des gens d'Amérique centrale.

Il existe aussi une menace toujours présente: la possibilité que dans le feu de la crise politico-militaire qui sévit dans cette région l'on enterre les dispositions du Traité de Tlatelolco qui garantit la prohibition des armes nucléaires en Amérique latine. On pourrait alors voir surgir dans cette région stratégique d'Amérique centrale des têtes nucléaires de missiles tout comme celles actuellement déployées à travers presque toute l'Europe.

Déjà, à plusieurs reprises, les divers moyens de communication ont signalé la présence dans les eaux d'Amérique centrale de navires munis d'armement nucléaire; d'autre part, on connaît depuis plusieurs années l'existence de "dépotoirs nucléaires" dans certains pays de la région qui ont accepté le risque de la contamination radioactive en échange d'espèces sonnantes.

De ces trois menaces pour le milieu ambient - pollution par les pesticides, utilisation de produits défoliants et dépotoirs nucléaires - nous croyons que les deux premières qui existent déjà sur une haute échelle dans les pays de cette région, doivent être dénoncées de façon prioritaire afin d'obtenir des gouvernements respectifs la volonté politique d'y mettre fin.

La Guerre anti-insurrectionnelle et la destruction écologique

Avec la destruction en 1981 de Chupol (département de Solola), a débuté au Guatemala, sous le gouvernement du général Romeo Lucas, la mise en pratique à grande échelle, de la politique anti-insurrectionnelle de la terre brûlée.

Non seulement les habitants de Chupol et ceux de tous les villages environnants ont-ils été assassinés mais leurs maisons, leurs récoltes, les réserves forestières et toutes les terres cultivables ont été brûlées.

L'assassinat du milieu ambiant

Il y a 6 ans de cela, et cette politique absolument démente de < l'assassinat du milieu ambiant >, pourrait-on dire, se poursuit pour les militaires d'Amérique centrale. La preuve la plus récente de cet état de choses, ce sont les bombardements massifs, l'usage de défoliants et d'autres produits chimiques brûlant tout, qui ont été utilisés dans les opérations anti-insurrectionnelles des forces armées salvadoriennes à Guazapa et autres régions qualifiées de "régions de conflits."

L'écologie hondurienne a également été fortement endommagée lors d'opérations militaires. Durant les manoeuvres dites "Cabañas" de 1986, 600 000 pins de la réserve forestière du pays ont été brûlés.

Ces manoeuvres militaires auxquelles ont participé des milliers de soldats des forces armées américaines et de l'armée hondurienne se sont continuées en 1987 avec encore plus d'intensité.

L'exemple le plus récent : l'incendie de 1 500 km² de forêt et de champs cultivés qui produisaient les ressources alimentaires de base, dans le département de El Petén au nord du Guatemala.

Pendant plus d'un mois, dans une zone de con-

flit, un incendie gigantesque allumé par les autorités de ce pays - dans le cadre d'une opération antisubversive - a brûlé la forêt. Cet incendie a été provoqué sous le couvert officiel d'une < fumigation aérienne de champs de pavots et de marijuana >.

Des avions des forces armées américaines ont participé à l'arrosage

Le ministre de l'Intérieur guatémaltèque, Juan José Rodil Peralta, a publiquement nié l'utilisation de l'herbicide "2,4-D" un de ceux que les États-Unis ont utilisés dans la guerre du Vietnam comme défoliants et qui causent des dégâts physiologiques graves. Le défoliant en question est interdit aux États-Unis à cause des dommages qu'il cause aux humains, à la flore et à la faune. Toutefois c'est avec l'appui de ce même pays que la < fumigation > a été faite. La presse guatémaltèque a révélé que des avions des forces armées américaines ont participé à l'arrosage de la forêt de El Petén, avec le "2,4-D."

Les résultats immédiats de cette action inqualifiable se sont déjà fait sentir. Les agriculteurs des zones affectées ont rapporté la perte presque complète de leurs récoltes de fruits et de graines qui

sont la base de leur alimentation et ce, à cause des fumigations. Ces agriculteurs réclament l'indemnisation promise par le gouvernement et qui ne leur a pas encore été versée.

Lorsqu'on découvrira les effets à long terme sur la santé des habitants de la région de El Petén, sur la flore et la faune, il sera déjà trop tard pour qu'une intervention gouvernementale de quelque nature puisse corriger la situation.

Les multinationales - fabricant des pesticides - exportent ces produits toxiques dans les pays du tiers monde.

La contamination causée par l'usage généralisé de pesticides et d'autres produits chimiques utilisés en agriculture est un problème aigu dans toute l'Amérique centrale. Les zones de culture du coton sont principalement affectées tout comme les planta-

La destruction délibérée
du milieu ambiant et
l'utilisation de produits chimiques
contre la population civile
constituent une violation
massive et répétée
du droit à la vie, à l'intégrité
physique et à la sécurité
des gens d'Amérique centrale.

tions de bananes et tout autre genre de cultures.

Intoxication massive des paysans

Un des dommages les plus sérieux est l'intoxication massive des paysans, due à l'ingestion involontaire de produits chimiques utilisés dans les travaux agricoles.

L'usage de ces produits non seulement cause la mort et des maladies graves par intoxication chez les gens de la campagne mais a en plus des effets durables et sérieux sur le milieu ambiant en affectant les sources d'eau potable, en imprégnant les sols et en diffusant la contamination des produits alimentaires.

Lors du premier séminaire d'Amérique centrale sur « le milieu ambiant et le développement », séminaire qui a mis l'accent sur l'utilisation de produits chimiques en agriculture et qui s'est tenu vers le milieu de 1986 - au Guatemala - des chercheurs de cinq pays de la région se sont mis d'accord sur l'importance de faire ressortir les multiples risques qu'entraîne l'emploi des pesticides. Les représentants de l'Université Nationale du Costa-Rica ont rapporté qu'habituellement les applications se font sous forme de fumigations aériennes - surtout de produits phosphorés, hautement toxiques.

Un article sur les pesticides, publié dans la revue "Dialogo Social", de Panama, rapporte que devant les interdictions et les restrictions des pays industrialisés, les multinationales qui se consacrent à la production et la vente de produits chimiques utilisés en agriculture, profitant de législations permissives, ont trouvé un marché alternatif dans les pays du Tiers Monde.

Une personne à la minute intoxiquée dans le Tiers Monde

"Les résultats négatifs n'ont pas tardé à surgir", rapporte l'article en question. "Selon l'Organisation mondiale de la santé, 500 000 personnes sont intoxiquées chaque année dans le Tiers Monde, soit en moyenne une personne à la minute. Il y a au moins 5,000 morts par année à cause des pesticides."

Dans le cas de l'Amérique centrale, tous les pays de ce secteur ont souffert dans une proportion plus ou moins grande des effets funestes de l'utilisation de produits que le monde industriel a rejeté car leurs dangers dépassent, dans bien des cas,

les avantages que l'agriculture pourrait en retirer.

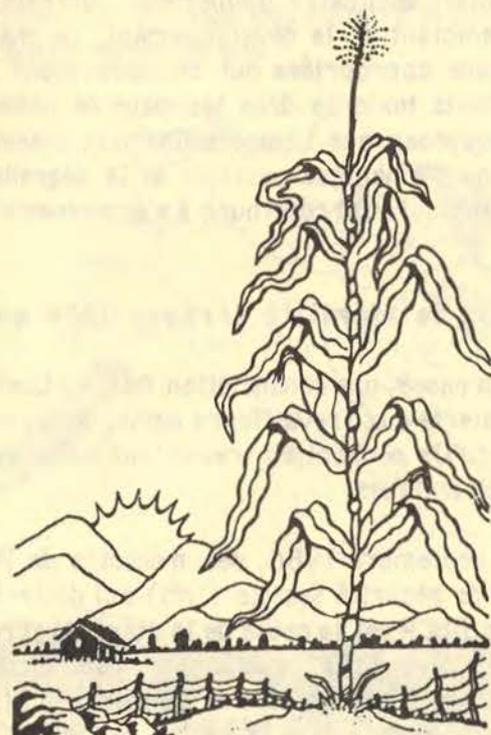
Des enquêtes menées au Costa Rica, dans la région où l'on cultive le chocolat et le coton, ont démontré que la majorité des cas graves d'empoisonnement se retrouve chez la population adulte masculine qui s'adonne aux activités agricoles.

L'agence d'information ACEN-SIAG a démontré que la situation est semblable au Guatemala. L'institut guatémaltèque de Sécurité sociale (IGSS) a en enregistré une moyenne annuelle de 720 cas d'empoisonnement par les pesticides. On croit que le chiffre réel est encore plus élevé car certaines compagnies agricoles possèdent leur propre clinique. Cela empêche les autorités de la santé publique de déterminer la gravité réelle du problème.

Au Salvador, le Ministère de la santé publique et de l'assistance a enregistré une moyenne de 1295 cas d'empoisonnement causés par les pesticides.

Les effets sur l'eau, les sols et la faune ne sont pas moins inquiétants. Des études réalisées sur les principales rivières du Salvador démontrent la présence de résidus de pesticides qui constituent un danger pour la flore et la faune aquatiques.

Au Guatemala, on a fait des études sur le lait des femmes, sur la viande et le lait des vaches, sur le porc, sur les graisses, sur les végétaux, sur les fruits de mer et le poisson.



Une évaluation de 24 échantillons de 12 marques différentes de margerine ont démontré que 6 dépassaient les limites permises de traces de pesticides. Dans 8 échantillons, on a trouvé des résidus de dieldrine avec des taux supérieurs à la limite tolérée par la FAO et l'OMS.

Les graines de coton ont atteint des taux de toxicité qui constituent un risque élevé de contamination pour les volailles, les bovins et les porcins destinés à la consommation humaine, car ces graines sont mélangées au maïs et sorgho comme matière première dans la production de concentrés alimentaires pour les animaux.

Des pesticides dans le lait maternel !

C'est au Guatemala qu'on retrouve la plus forte concentration au monde de pesticides dans le lait maternel.

La matière toxique la plus présente est le DDT mais on a aussi découvert des résidus de dieldrine et d'endrine qui sont encore plus toxiques. Ces poisons peuvent traverser le placenta et par conséquent le bébé à sa naissance possède déjà un tissu adipeux contaminé.

Ces données résument seulement une partie des informations recueillies par les chercheurs présents au Premier séminaire d'Amérique Centrale sur le milieu ambiant et le développement. Le manque de législations appropriées qui empêcheraient l'entrée des produits toxiques dans les pays de cette région laisse supposer que l'empoisonnement massif de la population d'Amérique centrale et la dégradation du milieu ambiant vont continuer à s'accroître au pas de course.

Cause de la stérilité irréversible au Costa Rica

L'an passé, une dénonciation faite au Costa Rica a servi d'alerte aux travailleurs agricoles au sujet des risques qu'ils courent en travaillant avec des pesticides très toxiques.

En septembre 1986, des médecins de l'Institut national de sécurité sociale (INS) ont déclaré que le pesticide DBCP est la cause de la stérilité irréversible d'au moins 500 travailleurs costaricains de la multinationale productrice de bananes, la CIE Standard Fruit, établie dans la région de Limon, un port sur la côte Atlantique.

Plusieurs des ouvriers atteints n'ont jamais eu d'enfants. Ils ont intenté une action contre les multinationales Dow Chemical et Shell Chemical qui durant plusieurs années ont exporté à Costa Rica le Dibromochloropropane (DBCP) classé par l'Organisation mondiale de la santé comme extrêmement dangereux sous les noms de "Nemagon" et Fumazone".

L'écologiste costaricain Alexander Bonilla, chercheur de la Confédération universitaire d'Amérique centrale, (CSUCA) a déclaré qu'il existe un danger réel que des dommages semblables affectent les travailleurs agricoles du reste de l'A.C., puisque le DBCP est utilisé dans les plantations de la Cie Standard Fruit dans divers pays de la région, notamment au Honduras qui en 1978-79 a reçu des cargaisons de DBCP totalisant 20,000 kilos.

Amérique centrale: dépotoir de matières fécales

Deux gouvernements d'A.C., ceux du Guatemala et du Honduras ont refusé, jusqu'à maintenant, une proposition américaine d'installer dans des secteurs marécageux de leurs côtes plusieurs dépotoirs d'excréments en provenance de Los Angeles et d'autres villes non indentifiées.

L'offre multi-millionnaire a été abondamment publicisée dans les deux pays: 30,000\$ pour chaque navire-citerne, 8\$ la tonne d'excréments, 146 millions de dollars par année.

Les journaux ont amplement diffusé les protestations des parlementaires et des organisations de base lorsqu'elles apprirent l'existence de cette proposition.

Il est impérieux d'établir une politique où la première considération soit l'intérêt de la population.

Elle devrait s'appliquer aussi bien aux gouvernements de ces pays qu'aux multinationales fabricantes de pesticides quand vient le moment de décider de l'achat et de la vente de produits si toxiques pour l'être humain et d'un impact si destructeur et irréparable sur le milieu ambiant. □

Commission pour la défense des droits humains en A.C.(CODEHUCA), San José, Costa Rica, Juin 1987



Ce que les salvadoriens attendent de l'Église:

Qu'elle soit mère, proche et solidaire.

Déclaration des évêques du Salvador

À la fin de l'année, les évêques du Salvador ont publié deux messages. Le premier, le message de Noël, dénonce, en utilisant un langage évangélique, ceux qui s'enrichissent du malheur d'autrui. Il parle d'une exigence de réconciliation et de l'espoir que, malgré tout, Dieu continue à être présent dans l'histoire salvadorienne.

Dans le second, à partir des menaces faites à Mgr Rivera y Damas, les évêques analysent et décrivent la situation en des termes très sombres: polarisation exacerbée, corruption tellement visible partout qu'ils ne peuvent se taire; climat de terreur et de mort, intervention étrangère, frustration et méfiance envers les institutions.

En disant cela, les évêques expriment ce que pensent, ce que souffrent et ce qu'espèrent un grand nombre de salvadoriens. Néanmoins ces messages ne reçoivent pas toute l'attention qu'ils pourraient et devraient avoir. La parole de l'Église ne semble pas questionner sérieusement ou apporter un éclairage nouveau ni à l'une ni à l'autre des bandes qui se font la guerre.

Dans leur ensemble, ils sont acceptés par les forces gouvernementales sans grand problème. Pour la majorité des salvadoriens qui ont déjà perdu toute confiance dans les discours, ces paroles sont trop abstraites et ne se convertissent en force d'illumination et d'animation que si elles sont accompagnées de la crédibilité de l'engagement.

C'est le problème majeur de l'Église actuellement et celui qui réclame la solution la plus rapide possible pour le plus grand bien du peuple salvadorien. Il faut mentionner que cette année l'Église a été présente dans des dialogues et des échanges, qu'elle a contribué au succès

de la relocalisation des réfugiés, qu'elle a coopéré efficacement par une aide humanitaire et qu'elle a maintenu chaque semaine les dénonciations par l'entremise de son bureau de "Tutela legal".

Mais dans la situation actuelle, le peuple salvadorien attend davantage et a besoin de plus de la part de l'Église. Pensons par exemple à une plus grande défense des sans-voix, à une plus claire dénonciation des horreurs qui continuent dans le pays et à une présence plus grande aux souffrances du peuple afin que renaisse l'espérance. Ce n'est pas facile d'unifier la dimension plus institutionnelle de l'Église avec sa dimension plus évangélique, mais c'est ce qui est le plus urgent actuellement.

Plus que l'enseignement de normes et de doctrines, les salvadoriens attendent de l'Église qu'elle soit surtout mère, proche et solidaire. Ils espèrent une Église qui proclame la nécessité de la paix et de la réconciliation mais, par-dessus tout, qui mette efficacement ses ressources au service de la paix et qui pose des gestes qui deviendront de véritables signes historiques par son aide humanitaire et son attention pastorale en faveur de tous.



Une Église qui écoute ceux qui souffrent davantage

Ils souhaitent une Église qui se préoccupe d'elle-même mais, par dessus tout, qui vive et se "mette en quatre" pour le règne de Dieu, tellement maltraité, absent et opprimé dans le pays. Ils rêvent d'une Église qui parle à tous mais aussi qui écoute ceux qui souffrent davantage, qui enseigne, mais qui par-dessus tout communique l'esprit de vérité, de créativité et d'espérance.

Construire ce genre d'Église, c'est la tâche de tous, c'est une nécessité impérieuse et un grand bien pour le pays. Renforcer la puissance de vérité de ce que dit l'Église et rendre historique et réel l'amour de Dieu envers les hommes, voilà ce que doit faire tout chrétien. Les structures de l'institution ecclésiastique sont très efficaces pour faire connaître cette vertu et cet amour dans tous les recoins du pays; mais le contenu vient d'une autre source: de l'Évangile de Jésus qui aujourd'hui comme hier est présent dans les pauvres de ce monde.

Au Salvador, il y a toujours un immense trésor évangélique chez les pauvres. C'est dans les cantons perdus, dans les secteurs où les gens sont revenus récemment, dans les camps de réfugié-e-s, que l'on trouve les vrais salvadoriens - ceux qui sont les plus maltraités par la situation - et les vrais chrétiens - ceux qui possèdent l'espérance la plus ardente, la charité la plus engagée et la foi en Dieu la plus inépuisable. C'est eux que nous devons servir et c'est chez eux que l'Église trouvera lumière et courage pour un service réel au pays. □

Tiré de : Lettre aux Églises, no 156

Coordonnateur recherché

L'A.C.A.T., Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, cherche un coordonnateur ou une coordonnatrice pour trois jours semaine. Salaire: entre 14 000 et 16 000 \$.

L'A.C.A.T demande une personne bilingue avec des habiletés en animation et communication, un intérêt pour les droits humains et l'oecuménisme.

Faire parvenir son curriculum vitae avant le 20 mai 1988 au 336, avenue Clarke, Westmount, H3Z 2E6. Pour informations supplémentaires: 933-2978.

Résultats de l'action Disparus Tiers Monde

1 200 signatures apportées par 60 lecteurs de Caminando

DTM

Disparus
Tiers-
Monde

Nous, les soussigné(e)s,
demandons au Gouvernement canadien,
en sa qualité de membre des Nations Unies,
de se prononcer en faveur du "Projet de Convention"
présenté par FEDEFAM*
qui déclare la disparition forcée de personnes
crime contre l'humanité.

Nom	Adresse	Signature
ERATHIA	1118 St. Antoine	[Signature]
Simone Berger	3055 St. Antoine	[Signature]
EDUC. LUCIEN	3055 St. Antoine	[Signature]
MARCELLE LÉVESQUE	4115 Ave. De Repentigny	[Signature]
GODIN LUCILE	4102 de Repentigny	[Signature]
HERBERT HUBERT	560 Dominion	[Signature]
JOSEF BLANCK	4515 St. St. Antoine	[Signature]
SILVIA CHASSE	747 Midon	[Signature]
LISE ADAM	6838 Loyau	[Signature]
CHRISTAL FROST	9345 Fullum	[Signature]
DEUSE RENÉ	2740 W. Ham	[Signature]
LÉONIE CHASSE	2255 Quever	[Signature]
Denise Lapointe	2140 W. Oakman	[Signature]

● Tim Kilbourn de l'organisme Disparus Tiers Monde nous informe qu'il a reçu 80 feuilles remplies par 60 lecteurs de *Caminando* et portant en tout 1 200 signatures.

● L'A.C.A.T. (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) a pour sa part rempli 170 feuilles portant en tout 3 400 signatures.

C'est dire que de L'A.C.A.T. et du Comité chrétien près de 5 000 signatures sont arrivées au Premier ministre du Canada lui demandant de se prononcer en faveur du Projet de Convention présenté par FEDEFAM*, qui déclare la disparition forcée des personnes crime contre l'humanité.

* Fédération des Familles des disparu-e-s



C'est "Monseigneur Romero" qui présidait la célébration du 24 mars dernier à Montréal, en l'église St-Pierre-Apôtre.

Tribunal populaire



Un tribunal international sur les violations des droits humains et de l'environnement

En riposte au prochain Sommet économique du Groupe des Sept qui se tiendra à Ottawa du 19 au 21 juin prochain, l'Alliance pour l'action non-violente

tiendra, une semaine avant cette rencontre, un Tribunal international sur les crimes contre l'humanité et l'environnement.

Le Groupe des Sept réunit les pays les plus riches du monde:

les États-Unis, le Canada,
le Japon, l'Italie,
la Grande-Bretagne,
la France, l'Allemagne fédérale

Chaque jour, les médias du monde entier relatent des événements qui constituent des violations des droits humains, de la liberté des peuples et de l'environnement. Le Tribunal examinera le rôle des Sept dans l'oppression et la réduction en esclavage de peuples démunis et affamés, comme les peuples haïtien, salvadorien, canaque, amérindien, etc.

Il veut aussi mettre à jour les crimes économiques (pauvreté, itinérance) et environnementaux (essais nucléaires, pollution systématique, agressions contre la vie végétale, animale et humaine) dont, chaque jour, les Sept se rendent coupables, sans égard aux droits humains les plus fondamentaux. À suivre avec attention. □

Sommaire

Édito Éduquer à la paix et aux droits humains 2	El Salvador "Je ne voulais pas quitter mon pays" 3	Pérou "De son site désertique, il fera une ville auto- gestionnée" 5	El Salvador "C'est la foi qui m'a conduit à la politique" 11
Amérique centrale Un droit des peuples: La protection du milieu ambient 13	El Salvador Qu'elle soit mère, proche et solidaire 17	Disparus T. M. 1 200 signatures de 60 lecteurs 18	Canada Tribunal populaire 19

**Renouvelez votre abonnement et abonnez
un ennemi (Il faut aimer ses ennemis!)**

Nom :

Rue :

Ville :

Code postal : Date :

* Abonnement au Caminando : (5 numéros par année)
Au Canada : 10 \$ * À l'étranger : 12 \$

Caminando est le bulletin du CCDHAL * Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec D8751506

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
25, Jarry ouest, Montréal Qc H2P 1S6 • Tél.:(514) 387-2541